

Index AI : PRE01/503/2013
26 September 2013

Soudan. Des dizaines de personnes tuées par les forces de sécurité à mesure que les manifestations s'amplifient

Les forces soudanaises de sécurité doivent immédiatement cesser d'utiliser une force arbitraire et illégale contre des manifestants, ont déclaré jeudi 26 septembre le Centre africain d'études sur la justice et la paix et Amnesty International, après confirmation qu'au moins 50 manifestants ont été tués mardi 24 et mercredi 25 septembre, touchés par des balles à la poitrine ou à la tête.

D'après des sources locales et des militants, les victimes seraient beaucoup plus nombreuses, plus d'une centaine. Au moment de la rédaction de ces lignes, les deux organisations continuaient à être informées d'échanges de tirs et de cas de recours excessifs à la force.

Très préoccupées par les informations selon lesquelles plusieurs centaines de personnes seraient détenues par le Service national de la sûreté et du renseignement (NSS), les deux organisations ont instamment prié les autorités soudanaises de veiller à ce que ces détenus soient protégés contre les mauvais traitements et la torture.

« Tirer pour tuer – en visant la poitrine et la tête des manifestants – constitue une violation flagrante du droit à la vie, et le Soudan doit immédiatement faire en sorte que ses forces de sécurité mettent un terme à ces violences répressives », a déclaré Lucy Freeman, directrice adjointe du programme Afrique d'Amnesty International.

Les mouvements de protestation ont éclaté dans plusieurs villes à travers le pays après que le président Omar Hassan Ahmad el Béchir eut annoncé, le 22 septembre, des baisses des subventions sur les carburants. Le lendemain, des milliers de personnes sont descendues dans la rue à Wad Madani, rapidement suivies par d'autres dans la capitale, Khartoum, et à Omdurman, Port-Soudan, Atbara, Gedarif, Nyala, Kosti et Sennar.

D'après des informations communiquées par les organisations, la police soudanaise et des agents du NSS ont fait usage d'une force disproportionnée pour disperser les manifestants, allant jusqu'à utiliser des grenades lacrymogènes et des balles réelles.

Au moins 50 personnes ont été tuées et 100 autres blessées depuis le début des manifestations, selon des sources interviewées par les organisations, dont des témoins, des proches des personnes tuées, des journalistes et des médecins. Un garçon de 14 ans de Khartoum-Nord figurait parmi les tués, dont la majorité étaient âgés de 19 à 26 ans.

Une personne de l'hôpital d'Omdurman a indiqué à Amnesty International qu'en l'espace d'une seule journée 36 corps ont été envoyés à la morgue et 38 opérations chirurgicales ont été réalisées sur des blessés par balles, dont deux sont morts. Un homme a raconté aux représentants du Centre africain d'études sur la justice et la paix qu'il a vu deux corps présentant des blessures par balles dans le dos, ce qui laissait à penser que ces personnes avaient été touchées alors qu'elles s'enfuyaient.

« Il incombe au gouvernement du Soudan d'ouvrir sans plus tarder une enquête sur l'usage d'une force disproportionnée et sur les allégations selon lesquelles les forces de sécurité auraient utilisé des balles réelles et délibérément tué des manifestants, a dit Osman Hummada, directeur exécutif du Centre africain d'études sur la justice et la paix.

« Même face à des actes de violence de certains manifestants, les forces de sécurité ont le devoir de protéger toute personne contre la violence et d'éviter toute mort inutile. Quiconque s'est rendu responsable d'une utilisation arbitraire ou abusive de la force contre des manifestants doit être traduit en justice, et les autorités soudanaises doivent faire clairement comprendre qu'un usage excessif de la force ne saurait être toléré. »

À Omdurman et à Wad Madani, des protestataires auraient mis le feu à des bâtiments officiels, dont des postes de police, à des stations à essence et à des bus.

Les Principes de base des Nations unies relatifs au recours à la force, qui établissent les circonstances dans lesquelles la force peut être utilisée légitimement sans qu'il y ait violation des droits humains, même du droit à la vie, disposent que même dans le contexte de rassemblements illégaux ou violents l'utilisation de la force doit être proportionnelle et dictée par la nécessité et que la force meurtrière ne peut être utilisée intentionnellement que lorsqu'elle est absolument inévitable pour protéger des vies humaines.

Arrestations et restrictions imposées aux médias

Le NSS aurait arrêté des centaines de militants et de manifestants, dont des membres connus de partis politiques d'opposition, des étudiants et d'autres militants.

D'après les informations recueillies par le Centre africain d'études sur la justice et la paix et Amnesty International, au cours des manifestations antigouvernementales de l'année dernière des agents du NSS auraient eu amplement recours à la détention prolongée au secret, à la torture et à d'autres formes de traitement à l'encontre de protestataires, de militants et d'opposants politiques supposés.

Des écoles et des bureaux du gouvernement ont été fermés à Khartoum, et l'accès à Internet aurait été interrompu pendant plusieurs heures dans tout le pays le 25 septembre.

Les deux organisations ont reçu des informations laissant supposer que les autorités empêchaient la couverture des événements par des médias indépendants. Les rédacteurs en chef de plusieurs journaux de Khartoum auraient été convoqués le 26 septembre par les services de sûreté et auraient reçu l'ordre de ne publier des articles sur les manifestations que si les informations venaient de ces services ou de la police. Un autre journal, *Al Sudani*, a été suspendu le 26 septembre parce qu'il aurait publié des informations sans respecter les instructions des services de sûreté.

Au cours des deux dernières années, les autorités soudanaises ont régulièrement fait usage d'une force excessive contre des manifestants pour la plupart pacifiques. Amnesty International et le Centre africain d'études sur la justice et la paix ont rendu compte de l'utilisation par la police de matraques, de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc contre des manifestants, à faible distance.